

mardi 11 juillet 2017  
Communiqué de l'AFPS

## **Inviter Netanyahu à la commémoration du Vel d'Hiv : une faute morale et politique**



On ne peut que se réjouir de voir le président de la République donner une certaine solennité au 75ème anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv, par laquelle plus de 13 000 Juifs, dont 4 000 enfants, ont été arrêtés chez eux par la police française, avant d'être déportés et exterminés par les Nazis. C'est une des pages les plus sombres de notre histoire, que nous devons, non seulement commémorer, mais continuer à analyser, pour que jamais plus des crimes de cette nature ne puissent se reproduire.

Mais inviter à cette commémoration l'actuel Premier ministre du gouvernement israélien, Benyamin Netanyahou, est une faute morale et politique.

C'est d'abord une faute morale d'inviter à cette commémoration ce fauteur de haine (déjà en première ligne de la campagne haineuse contre Yitzhak Rabin, dans un climat qui a contribué à son assassinat en 1995), à la tête depuis 2009 d'un gouvernement d'extrême-droite, responsable de crimes de guerre tels que l'offensive de 2014 contre Gaza et la colonisation accélérée des terres palestiniennes : la place de ce personnage est sur les bancs de la Cour Pénale Internationale, pas sur le perron de l'Élysée.

Faute morale accentuée par la personnalité de Netanyahou : dans son délire anti-palestinien et anti-arabe, il a osé dire en octobre 2015 qu'Hitler n'avait pas le projet d'exterminer les Juifs, mais seulement de les expulser, provoquant le scandale jusque dans son propre camp. Et en quittant Paris, il ira rendre visite au Premier ministre hongrois Viktor Orban, son comparse d'extrême-droite, qui fait l'éloge du régent Horthy, responsable de la déportation vers les camps de concentration nazis de 500 000 Juifs de Hongrie....

Faute politique aussi, d'inviter officiellement en France le chef d'un gouvernement qui clame ouvertement son mépris du droit international, et qui a même refusé de se rendre à la conférence de Paris le 15 janvier 2017, qualifiée de « nouveau procès Dreyfus » ! À l'heure où Israël accélère la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem Est, resserre le blocus de Gaza, bafoue le droit international en toute impunité, l'urgence est aux signaux clairs pour marquer que cette impunité doit cesser.

Faute morale et politique, enfin, car le travail de mémoire que nous devons poursuivre est celui de notre pays tout entier, au-delà de toute frontière communautaire réelle ou supposée. Les Français qui se reconnaissent comme juifs sont des Français, ils ne sont pas les représentants d'un État étranger. Lorsque Netanyahou se comporte comme le représentant des Français juifs, quand il cherche, avec ses soutiens inconditionnels en France, à les instrumentaliser au service de la politique israélienne, il agit contre la cohésion de notre pays. Et lorsque le président de la République lui donne par cette invitation l'occasion de le faire, il crée la confusion, il dénature la lutte nécessaire contre l'antisémitisme et contre le racisme sous toutes ses formes, il encourage la scandaleuse ingérence de l'État d'Israël dans les affaires de notre pays.

Partout, en France, des voix s'élèvent contre l'invitation de ce criminel, qui bafoue chaque jour le droit international, aux commémorations de la rafle du Vel d'Hiv. Le président de la République saura-t-il les entendre ? L'enjeu est de taille, il n'est pas seulement diplomatique, il concerne au premier chef notre pays dans sa cohésion et dans le regard qu'il porte sur son histoire.

Le Bureau national